

Les lauréats du 15^e Banquet de la Francophonie dévoilés

■ SÉBASTIEN PIERROZ

SEBASTIEN.PIERROZ@TC.CA

Les six lauréats du Banquet de la Francophonie organisé par l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) de Prescott et Russell sont désormais connus.

Parmi les six récipiendaires, on retrouve l'agent de liaison communautaire Daniel-Pierre Bourdeau: «Cette récompense, c'est un peu comme mon oscar. C'est quelque chose qui arrive en fin de carrière et qui me touche infiniment.»

Mise sur pied en 2007 par le ministère de

l'Éducation de l'Ontario, d'abord pour un, l'équipe du projet «Élargir l'espace francophone» dont il est responsable, vise à bâtir des ponts entre les 12 conseils scolaires de langues françaises de l'Ontario et leur milieu.

Louise Bédard, une bénévole engagée à la préservation du patrimoine, Gilles Blache, un bénévole auprès des retraités et aînés francophones, et le commandant du détachement de Hawkesbury de la Police provinciale de l'Ontario (PPO), Bryan MacKillop, figurent également sur la liste.

Côté jeunesse, le prix Thomas-Godefroy sera également remis à deux jeunes qui se sont

distingués pour leur engagement dans la communauté francophone.

Mélanie Brulotte, étudiante à la Faculté de médecine de l'Université d'Ottawa, et Andréanne Marcotte, élève à l'École secondaire catholique régionale de Hawkesbury, recevront le précieux sésame.

Sous le thème «Notre Francophonie, une fierté à partager...», l'événement prendra place le 23 mars prochain, à Rockland.

Le Banquet de la Francophonie de Prescott et Russell est organisé par trois organismes partenaires, soit l'Association canadienne-française



L'agent de liaison Daniel-Pierre Bourdeau figure parmi les six récipiendaires. (Photo: courtoisie)

de l'Ontario (ACFO) de Prescott et Russell, le club Richelieu de Casselman, d'Embrun et d'Rockland et la régionale de l'Est de la Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario (FAFO).

VENEZ DÉCOUVRIR
TOUS LES
CHOIX
QUI MÈNENT À LA
RÉUSSITE

DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES CATHOLIQUES



CONSEIL DES
ÉCOLES CATHOLIQUES
DU CENTRE-EST
Le meilleur conseil
qu'on puisse vous donner.

ecolecatholique.ca



PORTES OUVERTES

ÉCOLES SECONDAIRES CATHOLIQUES À OTTAWA

Béatrice-Desloges

1999, avenue Provence, Orléans, 613 820-3391

Soirée d'information pour l'inscription

en 7^e année - jeudi 7 février à 19 h

en 9^e année - mercredi 13 février à 19 h

Franco-Cité

623, chemin Smyth, Ottawa, 613 521-4999

Soirée d'information pour l'inscription

en 7^e année - jeudi 31 janvier à 19 h

en 9^e année - jeudi 7 février à 19 h

Franco-Ouest

411, promenade Seyton, Nepean, 613 820-2920

Soirée portes-ouvertes et inscription des élèves

de la 7^e à la 12^e année - jeudi 7 février à 19 h

Garneau

6588, rue Carrière, Orléans, 613 820-1750

Soirée d'information pour l'inscription

en 7^e année - jeudi 31 janvier à 19 h, visites guidées à 18 h

en 9^e année - jeudi 7 février à 19 h

Minto

801, promenade de l'Aviation, Ottawa

Soirée d'information pour l'inscription

de la 9^e à la 12^e année - mercredi 20 février à 19 h

Pierre-Savard

1110, promenade Longfields, Ottawa, 613 820-7293

Portes ouvertes pour les parents et les nouveaux élèves

le jeudi 31 janvier à 18 h 30

Samuel-Genest

704, chemin Carson, Ottawa, 613 744-8344

Soirée d'information pour l'inscription

en 7^e année - jeudi 31 janvier à 19 h

en 9^e année - mercredi 6 février 19 h

Le Comité de gestion des États Généraux de la francophonie d'Ottawa tient à remercier vivement ses partenaires financiers :

Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario • Le Droit • Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est • 94,5FM CJFOFM • La Cité collégiale • Les Caisses populaires Desjardins • TV Rogers • L'Express • La Fondation Trillium de l'Ontario • La Fondation franco-ontarienne • L'Association des professionnels de la chanson et de la musique (ACPM) • Les Éditions David • La Nouvelle Scène • Michel Prévost • Linda Cardinal • Martine Plourde • Claudette Boyer • Le RDÉE Ontario • L'Université d'Ottawa • La Ville d'Ottawa • L'ACFO d'Ottawa • La Chaire de recherche Francophonie et politiques publiques



Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

LeDroit



CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST
Le meilleur conseil qu'on puisse vous donner



Desjardins



TV ROGERS

94,5FM

L'Express

Ontario Trillium Foundation



Fondation Trillium de l'Ontario



Fondation FRANCO-ONTARIENNE

RDÉE Ontario



uOttawa
L'Université canadienne
Canada's university

Ottawa



Chaires de recherche sur la francophonie canadienne
Francophonie et politiques publiques

Rejoignez-nous !

Une grande réunion pour organiser les suivis des États généraux se tiendra le 13 février 2013.

Renseignements et inscriptions :
etatsgenerauxottawa@gmail.com



Nous vous souhaitons une bonne et heureuse année 2013 !

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

25 janvier 2013 | *Le Droit* | PIERRE DUFAULT fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com

Hudak retarderait l'implantation de la maternelle à temps plein

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT



ARCHIVES Ledroit

Les troupes de Tim Hudak disent être confrontées à « des choix difficiles » pour éliminer un déficit de 11,9 milliards \$ et relancer l'économie de la province.

Les progressistes-conservateurs de l'Ontario veulent mettre un frein à l'implantation du programme de maternelle à temps plein dans les écoles anglophones, éliminer 10 000 postes non-enseignants dans les conseils scolaires et augmenter le ratio d'élèves par classe à la grandeur de la province. Les troupes de Tim Hudak disent être confrontées à « des choix difficiles » pour éliminer au plus vite un déficit de 11,9 milliards \$ et relancer l'économie de la province. Leurs promesses sont calquées presque mot pour mot du rapport sur l'assainissement des finances publiques de l'économiste de renom Don Drummond, déposé l'an dernier.

« Les emplois les mieux payés et les plus importants pour notre croissance économique requièrent une éducation postsecondaire en sciences, en technologie et en mathématiques. Notre système d'éducation doit se concentrer sur ces aptitudes », a déclaré M. Hudak, hier. « Ça veut dire qu'il faut améliorer notre système d'éducation de manière à ce qu'il reconnaisse que les meilleures décisions sont celles des intervenants les plus près de nos écoles, comme les directeurs et les enseignants ».

S'ils remportent les prochaines élections, possiblement ce printemps, les progressistes-conservateurs à Queen's Park promettent aussi d'éliminer les surintendants de l'éducation dans tous les conseils scolaires, pour donner plus de pouvoirs aux directions des écoles.

Le clan Hudak reproche au gouvernement libéral de Dalton McGuinty d'avoir haussé ses dépenses en éducation de 8,5 milliards \$ depuis 10 ans alors que le nombre d'élèves a chuté de 250 000 au cours de la même période. « Ce n'est pas acceptable ni abordable », a dénoncé le chef, en marge du dépôt d'un "livre blanc" sur l'éducation.

Don Drummond avait conclu, l'an dernier, qu'en dépit des « avantages socioéconomiques

considérables et durables » de l'éducation de la petite enfance, un programme de maternelle à temps plein de l'ordre de 1,5 milliard \$ par année était tout si mplement « t rop coûteux étant donné le climat financier actuel ». Le programme serait toutefois maintenu dans les écoles où il est déjà implanté, comme les écoles francophones, a précisé l'opposition officielle à Queen's Park.

Activités parascolaires

De passage à Ottawa, en début de semaine, M. Hudak a aussi fait valoir que les activités parascolaires devraient faire partie de la description de tâches des enseignants pour éviter que les syndicats ne les utilisent comme des moyens de pression lorsque les négociations contractuelles tournent au vinaigre.

Aux yeux de Sandra Papatello, candidate favorite à la chefferie du Parti libéral, le plan des progressistes-conservateurs en matière d'éducation est « insouciant ». « M. Hudak faisait partie du gouvernement Harris qui a coupé le financement du système public d'éducation et a mis à pied des milliers d'enseignants. Il veut faire la même chose. C'est la mauvaise approche », a-t-elle commenté.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Article suivant

Classement de l'article | 24 janv. 2013 | *L'Express Ottawa* | Sébastien Pierroz | sebastien.pierroz@tc.tc

Chefferie LIBÉRALE de l'ontario: six pour un fauteuil

La campagne à la chefferie du Parti libéral de l'Ontario entre dans sa toute dernière ligne droite. C'est cette fin de semaine à Toronto que les 1837 délégués choisiront le successeur de Dalton McGuinty qui de fait deviendra premier ministre.

Les six candidats en lice se sont efforcés durant ces deux mois de campagne d'évoquer des formules générales comme «la relance de l'économie» ou bien encore «la création d'emplois», tout en marquant subtilement certaines différences.

Le programme de Kathleen Wynne, 59 ans, vise par exemple à la création d'emploi pour les plus défavorisés, mais également à dépenser plus pour la santé.

Placée davantage à droite, Sandra Pupatello, 50 ans, a quant à elle ressassé son envie de remettre l'économie ontarienne sur les rails, grâce à des «créations massives d'emplois», sans en expliquer véritablement les concours.

Wynne ou Pupatello? Ce duel annoncé profile l'issue du scrutin de cette fin de semaine. D'autant que les deux femmes ont rallié ensemble plus de la moitié des délégués à leur cause. Ceux-ci appuieront Sandra Pupatello (27,44 %), contre 25,20 % Kathleen Wynne.

Mais selon beaucoup d'observateurs politiques, il reste hâtif de présumer de l'issue du scrutin. D'autant que le mode d'élections à plusieurs tours favorise les regroupements, alliances...et les surprises.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article suivant

Queen's Park verse 6 millions pour aménager un des premiers lieux du genre en province

Les sages-femmes d'Ottawa auront leur centre des naissances



FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdufault@ledroit.com

Les sages-femmes d'Ottawa ont obtenu la gestion d'un des deux premiers centres des naissances de l'Ontario. Le ministère provincial de la Santé et des Soins de longue durée a annoncé, hier, une subvention de 6 millions \$ pour l'aménagement d'un lieu où seront facilités jusqu'à 500 accouchements par année.

La province cherche ainsi à libérer des lits d'hôpitaux pour les accouchements plus à risque.

des Soins de longue durée, de passage dans la capitale fédérale.

Le futur centre des naissances d'Ottawa doit ouvrir ses portes à l'été. Il sera situé sur le chemin Walkley, dans le sud de la ville. L'établissement sera bilingue.

L'autre centre ouvrira ses portes à Toronto.

L'Ontario compte environ 640 sages-femmes autorisées. Celles-ci pratiquent dans des cliniques. Elles supervisent également des accouchements à domicile et dans des hôpitaux.

Or, certains hôpitaux seraient moins favorables à leur présence, ce qui occasionnerait parfois des frictions avec le personnel médical.

Queen's Park avait lancé un appel d'offres pour la création de deux centres des naissances,

« Il s'agit d'un moment historique pour la profession de sage-femme en Ontario »

— Geneviève Gagnon

« L'accouchement est la première cause d'hospitalisation chez la femme. Mais très souvent, une hospitalisation n'est pas nécessaire. Beaucoup de femmes choisiraient d'autres options si ces options étaient disponibles », a déclaré Deb Matthews, ministre de la Santé et

l'an dernier. Cinq pratiques de sages-femmes d'Ottawa s'étaient regroupées pour manifester leur intérêt à la province.

« Il s'agit d'un moment historique pour la profession de sage-femme en Ontario », a commenté Geneviève Gagnon, une sage-femme d'Ottawa, hier.



MARTIN ROY, Archives LeDroit

La ministre de la Santé et des Soins de longue durée, Deb Matthews, était de passage hier dans la région afin d'annoncer la mise sur pied d'un centre des naissances pour les sages-femmes.

ottawa.ca
Services municipaux **3-1-1**
613-580-2400
ATS 613-580-2401

Avis de fin d'étude

Solution aux inondations du boulevard Orléans – Évaluation environnementale municipale de portée générale, avant-projet sommaire et plan détaillé

La Ville d'Ottawa a terminé l'évaluation environnementale (EE) visant à trouver une solution permettant de résoudre les problèmes d'accumulation excessive d'eau sur le boulevard Orléans et la promenade Hunter's Run pendant de fortes averses de pluie.

Le projet a été classé en tant que projet visé à l'annexe B du document sur l'Évaluation environnementale municipale de portée générale (octobre 2000, modifiées en 2007). Un Rapport d'étude environnementale (REE) qui documente les conditions environnementales existantes, les solutions de rechange et leurs répercussions possibles, un plan recommandé et des mesures d'atténuation visant à réduire les répercussions sur l'environnement a été rédigé. L'étude recommandait l'installation d'un nouvel égout réservé peu profond, d'un diamètre de 1 200 mm, et d'un égout de surverse d'un diamètre de 525 mm. Le REE sera versé au dossier en date du **vendredi 25 janvier 2013** aux fins d'examen du public et des organismes pour une période de 30 jours, aux installations suivantes :

<p>Centre du service à la clientèle de la Ville d'Ottawa 110, avenue Laurier Ouest Ottawa (Ontario)</p>	<p>Centre du service à la clientèle d'Orléans 255, boulevard Centrum Orléans (Ontario)</p>
<p>Bibliothèque publique d'Ottawa Comptoir des références de la bibliothèque principale 120, rue Metcalfe, 3^e étage Ottawa (Ontario)</p>	<p>Bibliothèque publique d'Ottawa Succursale d'Orléans 1705, boulevard Orléans Orléans (Ontario)</p>

Les personnes intéressées peuvent envoyer des observations écrites concernant la proposition à la Ville d'Ottawa dans les 30 jours civils suivant la date d'émission du présent avis. Les commentaires doivent être adressés à :

Marc Beauregard, ing.
Ingénieur principal, Projets d'infrastructure
Construction et Design municipaux – Est
Services d'infrastructure
Ville d'Ottawa
100, croissant Constellation
Ottawa (Ontario) K2G 6J8
Tél. : 613-580-2424, poste 21848
Courriel : Marc.Beauregard@ottawa.ca

Roxanne Tubb, ing.
Ingénieure de projet
Jp2g Consulting Inc.
410-1150, promenade Morrison
Ottawa (Ontario) K2H 8S9
Tél. : 613-828-7800, poste 227
Courriel : roxanmet@jp2g.com

Si les préoccupations soulevées par ce projet persistent après discussion avec la Ville d'Ottawa, la personne ou partie intéressée peut demander au ministre de l'Environnement de prendre un arrêté pour rendre le projet conforme à la partie II de la *Loi sur les évaluations environnementales* (arrêté en vertu de la partie II). Cette demande doit parvenir au ministre, à l'adresse indiquée ci-dessous, dans les 30 jours civils qui suivent la date du présent avis. Un exemplaire de l'arrêté de la Partie II doit par ailleurs être transmis à la Ville d'Ottawa, à l'adresse susmentionnée. Si aucune demande n'est reçue d'ici le **lundi 25 février 2013**, la Ville procédera aux travaux de conception et de construction du projet selon ce qui est prévu dans le REE.

Ministre de l'Environnement de l'Ontario
135, avenue St. Clair Ouest, 12^e étage
Toronto (Ontario) M4V 1P5
Courriel : minister.moe@ontario.ca

Exception faite des renseignements personnels, tous les commentaires formulés seront du domaine public.

N° pub 2012-10-7087-18361

la francofête

IMPÉRATIF FRANÇAIS

CONCOURS DE POÉSIE

« Coup de coeur, coup de gueule, à coups de langue française! »

Libère le poète en toi avant le 15 février et tente de gagner une bourse de 100 \$!

Règlements et inscription : www.imperatif-francais.org

Gatineau Desjardins L'OUTAQUAIS en fête

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.980.6040 Intern: 800.636.6364
COPYRIGHT AND POSTED BY AFFINIARE WWW

LE DROIT, LE VENDREDI 25 JANVIER 2013

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

25 janvier 2013 | *Le Droit* | CHARLES THÉRIAULT CHARLES THÉRIAULT ctheriault@ledroit.com
ctheriault@ledroit.com

Les municipalités et les écoles participent à fond

Le Défi plein air de l'Outaouais suscite un grand intérêt dans les municipalités et les écoles de la région.

L'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais a annoncé, cette semaine, que 34 municipalités et 31 écoles de la région se sont inscrites au défi qui, cette année, se tiendra du 26 janvier au 9 mars. Organisé dans le cadre du programme québécois Plaisirs d'hiver, le Défi plein air de l'Outaouais a pour but de faire la promotion des activités hivernales et d'inciter le plus grand nombre possible de jeunes et d'adultes à jouer dehors durant cette période de l'année.

« Dès la création de ce programme, il y a 23 ans, ça a très bien fonctionné. De nombreuses municipalités et écoles à travers la région organisent des activités de toutes sortes. Nous avons aussi un volet d'activités un peu plus loufoques ou inusitées, qui a pour but de stimuler encore plus l'intérêt par l'humour. Ainsi, l'an dernier, la municipalité de Lac-des-Plages a gagné un prix en organisant une joute de balle molle en raquette », a expliqué le conseiller Kino-Québec à l'Agence de la santé, Francis Fullwood.

Plusieurs municipalités et écoles organisent des randonnées de raquette et de ski de fond, des tournois de hockey, du patinage, des activités de glissade sur neige ou sur glace, du ballonbalai ou encore de la pêche sur la glace. Parmi les activités loufoques ou inusitées proposées, on retrouve des chasses au trésor, du vélo de montagne sur neige, des concours de construction d'igloos, ou du golf sur neige.

Les organisateurs distribueront 99 paires de raquettes et 30 paires de skis de fond aux municipalités et aux écoles qui auront suscité une grande participation durant le Défi plein air. Depuis 20 ans, plus de 100 000 personnes, réparties dans 43 municipalités de la région, ont participé au défi et, depuis 2009, 300 paires de raquettes ont été distribuées.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

25 janvier 2013 | *Le Droit* | *JESSY LAFLAMME* jlaflamme@ledroit.com *Correspondante régionale*

La CRÉO pourrait subir des compressions

Un budget incertain pour 2013

La Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CREO) ne connaît toujours pas son budget pour la prochaine année.

Le gouvernement a annoncé une baisse de financement de 34 %. Cependant, rien n'a été confirmé officiellement jusqu'à maintenant.

Devant cette situation, la présidente de la CREO, Paulette Lalande, a envoyé une lettre au ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, dans laquelle elle explique que ces compressions nuiront à la région. « L'Outaouais détient le plus haut taux de décrochage scolaire au Québec, et elle comporte trois MRC qui ont les populations les plus vieillissantes et pauvres de la province, il faut donc conserver la CREO dans sa forme actuelle », souligne-t-elle.

Selon Mme Lalande, cet organisme régional a sauvé l'Outaouais. « Nous avons appris à travailler ensemble dans tous les domaines et d'une seule voix solidaire », déclare-t-elle.

Même si elle n'a obtenu aucune réponse du ministre, la présidente garde espoir. « Nous commencerons à analyser des scénarios pour faire face à d'éventuelles compressions, mais comme nous n'avons aucun chiffre en main, nous ne pouvons pas prendre de décision, indique-t-elle. De plus, puisque rien n'est confirmé, je reste positive, je m'alarmerai seulement lorsque j'aurai une lettre en main. »

Le ministre Gaudreault a confié à La Presse vouloir faire le ménage au sein des Conférences régionales des élus au Québec (CRE), notamment parce que les présidents ne reçoivent pas tous le même salaire.

Du côté de l'Outaouais, le salaire de Mme Lalande se chiffre à 10 000 \$ par année. Dans d'autres régions, cette rémunération est plus élevée, pouvant même aller jusqu'à 25 000 \$.

« Nous avons toujours respecté les règles, explique Mme Lalande. Chaque CRE a la possibilité de décider des montants des salaires. Après les avoir établis, on les soumet au ministère des Affaires municipales qui nous les autorise. De mon côté, je trouvais que 10 000 \$ étaient suffisants, car tu amputes ces sommes aux projets. Cependant, je n'ai rien à dire par rapport à ceux qui gagnent plus, ça ne me regarde pas vraiment. Et si le ministère veut régir le salaire, je n'y vois aucun inconvénient. »

Selon le ministre Gaudreault, les CRE devraient se recentrer sur leur principale mission qui est la concertation. « Si le gouvernement va de l'avant avec cette idée, ça changera énormément de choses en Outaouais, car notre mandat est bien au-delà de la concertation, mentionne Mme Lalande. Nous signons beaucoup d'ententes afin d'être partie prenante des projets, et ce, dans plusieurs domaines, dont l'agroalimentaire, les aînés, l'immigration, la persévérance scolaire et le transport collectif. »



Ces projets font présentement du surplace, étant donné les possibles compressions budgétaires. « Puisque nous ne connaissons pas encore quelle sera notre situation financière à partir du 1er avril, nous ne pouvons pas faire grand-chose, indique la présidente. Nous devrions avoir des nouvelles après le vote des crédits qui se déroule en février. »

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

25 janvier 2013 | *Le Droit* | *Lalapresse Presse MONTRÉAL* —

Le Blackberry de la dernière chance

VINCENTVINCENTBROUSSEAU-BROUSSEAU-POULIOT



ARCHIVES La Presse Canadienne

RIM reste populaire dans les pays émergents, mais son déclin est le plus prononcé en Occident, particulièrement aux États-Unis.

L'avenir des entreprises de technos ne tient pas à grand-chose. Un téléphone, une tablette, un ordinateur. Cette réalité n'aura jamais été aussi vraie que pour l'entreprise canadienne Research in Motion (RIM), qui joue sa survie avec le BlackBerry 10 qui sera lancé mercredi prochain. « L'échec n'est pas une option », reconnaît Andrew MacLeod, directeur général de RIM au Canada, en entrevue avec La Presse Affaires. Les dernières années ont été difficiles, peut-être même fatales, pensent les plus pessimistes pour le géant canadien des télécoms. Son BlackBerry a été dépassé par les téléphones d'Apple (iPhone), Samsung et Nokia. Sa tablette électronique PlayBook a été un fiasco. La valeur de l'entreprise a chuté de 80 % en Bourse depuis cinq ans, entraînant le départ des deux dirigeants vedettes, Jim Balsillie et Mike Lazaridis.

Malgré tous les échecs, l'entreprise dont le siège social est à Waterloo, en Ontario, jure ne pas avoir dit son dernier mot. Avec le BlackBerry 10, RIM promet de révolutionner pour la deuxième fois l'univers des télécoms, cette fois-ci avec son nouveau logiciel d'exploitation QNX, acquis en 2010. « Nous ne lançons pas seulement un produit, nous lançons une plateforme technologique, soutient Andrew

MacLeod. C'est une plateforme de nouvelle génération, la première que notre industrie a vue en cinq ans. »

Une innovation qui vient un peu tard, font valoir plusieurs analystes technos. Surtout que les parts de marché de RIM pour les ventes de téléphones sont passées de 19,9 % en 2009 à 5,1 % en 2011, selon la firme IDC Canada. RIM, qui ne dévoile pas ses ventes par continent, reste populaire dans les pays émergents, mais son déclin est le plus prononcé en Occident, particulièrement aux États-Unis. « Le BlackBerry 10 sera un excellent produit, mais c'est trop tard pour que RIM reprenne le momentum. Les utilisateurs qui sont passés à un autre téléphone ne reviendront pas au BlackBerry », dit Ramy Elitzur, professeur d'analyse financière à l'Université de Toronto.

Pendant la majeure partie de la dernière décennie, le BlackBerry a été l'un des téléphones les plus vendus du monde parce qu'il était adapté aux besoins des entreprises. « Il n'y a pas si longtemps, le BlackBerry était un statut, dit Kevin Restivo, analyste à la firme IDC Canada. Tous les pdg en avaient un. »

Une niche difficile à garder

Mais la réalité des entreprises a changé. « La valeur de cette barrière à l'entrée n'est plus ce qu'elle était, car les directeurs de technologies de l'information dans les entreprises se sont adaptés aux autres téléphones, dit Willy Shih, professeur d'innovation à la Harvard Business School. Ce sera difficile pour RIM de garder sa niche de clients d'entreprises, car ses concurrents ont davantage de ressources. Il y a une guerre en téléphone mobile entre les plateformes d'Apple et de Google. En plus, Microsoft, qui a raté le début des téléphones intelligents et des tablettes, va mettre beaucoup d'argent pour revenir dans la partie. »

En plus de garder ses clients d'affaires, RIM pense pouvoir faire des gains auprès des consommateurs avec son premier téléphone à écran tactile. « Les télécoms sont un grand marché et tout le monde a des besoins différents, nous nous sommes concentrés à répondre aux besoins des gens qui veulent être productifs, qui veulent que les choses se fassent vite et bien, dit Andrew MacLeod. Vous pouvez être en affaires, philanthropie, dans les arts, et avoir ces objectifs. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 25 Jan 2013 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON

Full-day kindergarten not in PC plan

1

Tories' school system vision would increase class sizes, cut thousands of jobs

to measure their scientific knowledge, and build new schools faster in burgeoning suburbs.



PAT MCGRATH/OTTAWA CITIZEN

Tim Hudak and the Tories are ignoring the volumes of research that support full-day kindergarten, an expert says.

The ambitious plan for the province's publicly-funded school system is laid out in a new white paper, which was released Thursday in Toronto. Ontario's Progressive Conservative party wants to halt the rollout of full-day kindergarten, increase class sizes, cut 10,000 support staff positions, introduce standardized testing for Grade 8 students by party leader Tim Hudak.

The 25-page *Paths to Prosperity: Preparing Students for the Challenges of the 21st Century* is the party's boldest statement yet on public education, a file the Tories have largely shied away from since the disastrous 2007 provincial election, which former leader John Tory lost after suggesting he would extend public funding to Ontario's faith-based schools.

"Education is the linchpin of progress," Hudak writes in his introduction to the new plan. But the idea of saving millions by putting the brakes on full-day kindergarten — a popular initiative that is currently partway through a five-year rollout — already has the Tories on the defensive.

"The problem is we have no money," PC education critic Lisa MacLeod told the Citizen.

"We won't abandon it — those schools with it will continue to have it — but the full rollout won't

occur under our government until the merits of the program are there." That's in stark contrast with the party's position during the 2011 election campaign, when the party said in its platform that "it would be a mistake to disrupt its implementation" and pledged to make the program fully operational for all four- and five-year-olds by 2014, which is the current plan under the Liberals.

But MacLeod said Wednesday the Tories are simply taking the advice of the prominent economist hired by the Liberals after the election to propose cost-saving measures in the face of a multibillion-dollar deficit.

"It's impossible to ignore Don Drummond's recommendations," she said, alluding to the 362 suggestions Drummond made to cut spending in the province.

The Tories won't scrap the program altogether, but rather halt the final two years of implementation until the budget is balanced and they've had time to review its efficacy, which MacLeod said hasn't been proven.

They would also alter who delivers the program, moving from the current standard of one teacher and one Early Childhood Educator for every 26 children to one teacher or one ECE for every 20 students, in order to redirect \$200 million to other priorities.

"We'll see where it's working and where it's not. Like any good program in government, you have to re-evaluate, and I think that's a responsible thing to do."

Education Minister Laurel Broten and several contenders for the party's leadership were quick to dismiss the Tory plan. Broten says the tough choices the Liberals made to protect full-day kindergarten and small class sizes were in the best interest of Ontario students, even if the cost politically has been high.

"If parents look to the choices that we have made as a government, they know and understand that, just as they do in challenging fiscal times, whatever means they have they will prioritize their children, and we have done that," Broten said.

Others argue the evidence that early learning programs like full-day kindergarten have a positive effect on a child's social, emotional and cognitive development is unequivocal. They say halting it now would create mass confusion and inequity between schools that already have the program and schools that don't.

"I wouldn't touch that," said Lorne Rachlis, the Ottawa-Carleton District School Board's former director of education.

People for Education's Annie Kidder concurred, saying, "Once this train has left the station, I don't think there's a way of stopping it."

Charles Pascal, the University of Toronto expert McGuinty hired to develop the program, says Hudak and the Tories are simply ignoring the volumes of current research that backs up the program.

"He wants to turn Ontario into an evidence-free zone," Pascal said.

Kidder says she disagrees with certain aspects of the Tory plan, but applauded the party for drafting the paper, which she called detailed and thorough.

"It reads like a vision for education," she said.

Recognizing that the current class-size cap is costly, Kidder said the evidence is mixed on whether slight increases have a detrimental effect on students.

Rachlis agreed, and added more discretion should be given to school principals to reasonably configure class sizes as needed — something the Tories are actually proposing to do.

But Kidder questioned how the Tories could possibly remove thousands of support staff from the school system without causing trouble. "They're the people who actually provide a variety of supports that make schools strong and kids succeed," she said.

Parts of the report were previously announced this week, including proposed changes to a teacher's job description and giving principals greater flexibility to reward teachers for before- and after-school involvement by offering them relief from supervision and other duties.

The plan also calls for paying teachers who do extracurriculars more money than those who do not and says principals and parent councils should find community volunteers to run clubs and coach sports teams if a teacher is not available.

Rachlis said he supports paying teachers for extracurriculars. "There should be some incentive other than just feeling good about it."

While the Liberals are gathering this weekend in Toronto to choose a successor to Dalton McGuinty — the self-styled education premier whose once-cozy relationship with teachers' unions has taken a nosedive in recent months — the Tories have been talking up the party's plans for education all week.

But MacLeod, the MPP for Nepean-Carleton, said the Tory white paper wasn't designed just to fix for the current crisis but rather to transform the system as a whole.

She said she has worked closely on the file with Randall Denley, the former Citizen columnist who is

running for the Tories in Ottawa West-Nepean, and John Shea, a public school trustee from Orléans, and added the paper was compiled after six months of consultations with parents, students and education stakeholders provincewide.

"A lot of people are going to like what we have to say," MacLeod said. "Some people may not, but at the end of the day, we are now the only political party in the entire province of Ontario talking about a way forward in education."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

SEVEN

BY MIKE AUBRY, OTTAWA SUN

FIRST POSTED: THURSDAY, JANUARY 24, 2013 12:29 PM EST | UPDATED: THURSDAY, JANUARY 24, 2013 09:12 PM EST



Rqvdur#ru|Chdghu#p #Kxgdn#shdn#r#k#p hg|b#k#h#d|#u#h#h#f#u#d#w#r#q#f#r#p#s#h#h#q#r#w#z#d#h#v#d|#K#x#g#n#h#q#j#z#l#k#p#S#S#d#d#p#d#f#O#h#r#g#/#r#q#v#h#y#d#w#h#h#d#g#l#g#d#w#h#r#r#w#z#d#R#u#d#q#v#/#d#g#h#z#d#l#w#h#u#h#q#q#r#q#v#h#y#d#w#h#h#d#g#l#g#d#w#h#r#R#w#z#d#h#r#w#Q#h#s#h#d#g#/#d#g#g#a#f#h#q#h|#d#o#h#g#f#e#r#x#w#h#l#e#o#g#h#r#d#h#e#r#z#h#u#h#z#d#h#u#p#h#k#h#q#r#q#f#g#h#d#f#k#h#v#h#r#q#h#F#d#g#z#h#o#2#R#w#z#d#h#x#q#2#T#P#I#d#j#h#q#f#h#

The Ontario Progressive Conservatives are pushing for stronger legislation to to put a stop to and even reform bullies picking on their classmates.

In the party's white paper on education, leader Tim Hudak pushes for a safer school system, giving educators the tools to report bullying, offer remedial education to teach bullies their behaviour won't be tolerated and launch bullying awareness campaigns.

Youth mental health rose to the forefront of public perception after the high-profile teen suicides of 15-year-old Jamie Hubley — the son of Ottawa Coun. Allan Hubley — and Daron Richardson, the 14-year-old daughter of former Ottawa Senators assistant coach Luke Richardson.

The Ontario PCs also want anti-bullying lessons to be introduced into the provincial curriculum from junior kindergarten to Grade 12.

And if a student dies on school property because of a suicide or any other reason, they want a coroner's inquest automatically called, much like what is done now when a worker dies on a job site.

Dalton McGuinty's Liberals recently passed their own anti-bullying legislation that lets any school in Ontario form a gay-straight alliance at the school, be it public or Catholic and name it whatever they see fit.

But the PCs say the Liberal bill doesn't do enough to prevent bullying at the source.

They say giving parents and educators the power to report, collect data and offer training to bullies is the only way to reduce mental health issues in Ontario's schools. Their anti-bullying policy would make it mandatory for school boards to report bullying to Ministry of Education, which would put together detailed data about bullying across the province each year.

It would also demand more stringent background checks for any education workers to make sure students are safe at school.

"The safety of our children is a paramount responsibility for our school system, but our educators need to be given the tools to do the job," Hudak says in the report.

The Youth Services Bureau which has a strong focus on helping teens deal with mental health issues is watching the report closely to make sure students get the best care possible.

“Our focus is on giving support to each and every young person that asks for it, regardless of the issue they approach us with,” said YSB communications officer Lina Harper.

For any students who don't want to talk about bullying with their parents or teachers, the group offers a 24/7 crisis hotline.

mike.aubry@sunmedia.ca

Twitter: @ottawasunmaubry

SROO#

Du#xjkh#xv#hghg#r#ghd# W#x#l#j#g#f#k#r#o#B#


Yes


No


YRWH

[View Results](#)

VSRQVRUHG#OQNV#

 **HATE YOUR CAR?**
 Unbeatable Prices
 Guaranteed! Great used cars as low as \$5 down!
 WE CAN HELP!

 **Dynasty Flooring Ltd.**
 Visit Ottawa's Largest Flooring Design Centre
 Great in store specials!

 **Window & Door Special!**
 Free Low E Argon Glass
 613-761-0280

[See All Sponsored Links](#)